

Document: EB 2008/95/R.35/Rev.1  
Point de l'ordre du jour: 11 d) v)  
Date: 17 décembre 2008  
Distribution: Publique  
Original: Anglais

**F**



Ouvrir pour que les  
populations rurales pauvres  
se libèrent de la pauvreté

## **Rapport du Président**

### **Proposition de prêt à la République bolivarienne du Venezuela pour le**

### **Programme d'appui aux Warao du delta de l'Orénoque**

Conseil d'administration — Quatre-vingt-quinzième session  
Rome, 15-17 décembre 2008

---

Pour: **Approbation**

## **Note aux Administrateurs**

Le présent document est soumis au Conseil d'administration pour approbation.

Afin que le temps imparti aux réunions du Conseil soit utilisé au mieux, les Administrateurs qui auraient des questions techniques à poser au sujet du présent document sont invités à se mettre en rapport, avant la session, avec le responsable du FIDA ci-après:

**Francisco J. Pichón**

Chargé de programme de pays  
téléphone: +39 06 5459 2128  
courriel: [f.pichon@ifad.org](mailto:f.pichon@ifad.org)

Les demandes concernant la transmission des documents de la présente session doivent être adressées à:

**Deirdre McGrenra**

Fonctionnaire responsable des organes directeurs  
téléphone: +39 06 5459 2374  
courriel: [d.mcgrenra@ifad.org](mailto:d.mcgrenra@ifad.org)

## Table des matières

<b>Sigles et acronymes</b>	<b>ii</b>
<b>Recommandation pour approbation</b>	<b>iii</b>
<b>Carte de la zone du programme</b>	<b>iv</b>
<b>Résumé du prêt</b>	<b>v</b>
<b>I. Le programme</b>	<b>1</b>
A. Principal créneau de développement visé par le programme	1
B. Financement proposé	1
C. Groupe cible et participation	2
D. Objectifs de développement	2
E. Harmonisation et alignement	3
F. Composantes et catégories de dépenses	3
G. Gestion et exécution: responsabilités et partenariats	4
H. Avantages et justification économique et financière	4
I. Gestion des savoirs, innovation et élargissement	5
J. Principaux risques	5
K. Durabilité	6
<b>II. Instruments juridiques et autorité</b>	<b>6</b>
<b>III. Recommandation</b>	<b>6</b>
<b>Appendices</b>	
I. Key reference documents (Principaux documents de référence)	
II. Logical framework (Cadre logique)	

## **Sigles et acronymes**

FEM	Fonds pour l'environnement mondial
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement

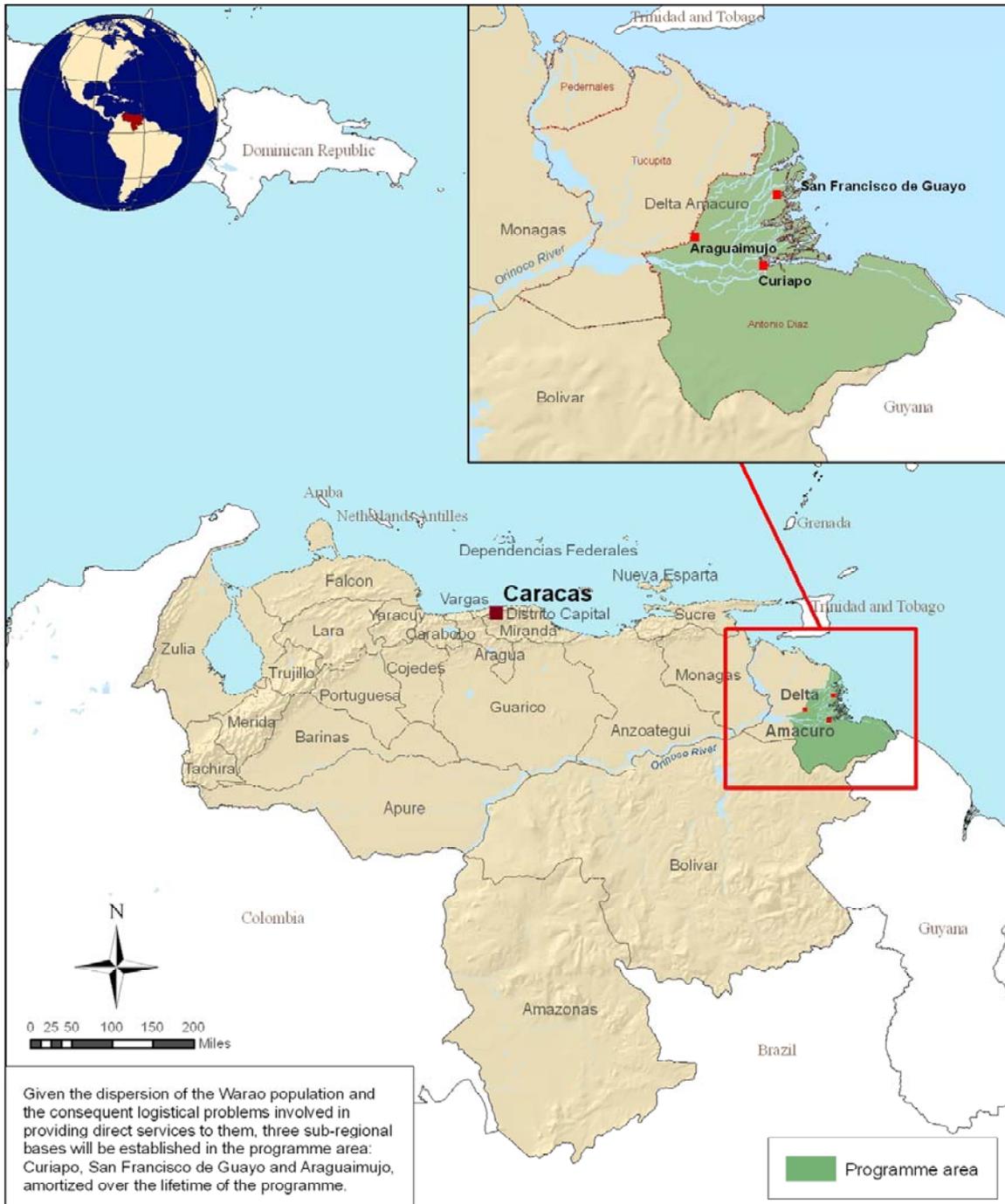
## **Recommandation pour approbation**

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à la proposition de prêt à la République bolivarienne du Venezuela pour le programme d'appui aux Warao du delta de l'Orénoque, telle qu'elle figure au paragraphe 36.

# Carte de la zone du programme

## Bolivarian Republic of Venezuela

### Orinoco Delta Warao Support Programme



Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.

Carte établie par le FIDA

## République bolivarienne du Venezuela

### Programme d'appui aux Warao du delta de l'Orénoque

#### Résumé du prêt

<b>Institution initiatrice:</b>	FIDA
<b>Emprunteur:</b>	République bolivarienne du Venezuela
<b>Organisme d'exécution:</b>	Ministère du pouvoir populaire pour la santé, par l'intermédiaire de la Direction de la santé des indigènes
<b>Coût total du programme:</b>	18,0 millions d'USD
<b>Montant du prêt du FIDA:</b>	8,8 millions de DTS (équivalant approximativement à 13,0 millions d'USD)
<b>Conditions du prêt du FIDA:</b>	18 ans, y compris un différé d'amortissement de trois ans assorti d'un taux d'intérêt égal au taux d'intérêt annuel de référence déterminé chaque année par le Fonds
<b>Contribution de l'emprunteur:</b>	4,6 millions d'USD
<b>Contribution des bénéficiaires:</b>	0,4 million d'USD
<b>Institution chargée de la préévaluation:</b>	FIDA
<b>Institution coopérante:</b>	Supervision directe par le FIDA



# Proposition de prêt à la République bolivarienne du Venezuela pour le programme d'appui aux Warao du delta de l'Orénoque

## I. Le programme

### A. Principal créneau de développement visé par le programme

1. Le programme conduira un processus de développement territorial respectueux de l'identité culturelle, sur la base de réformes récentes visant à protéger et étendre les droits des peuples autochtones et à renforcer leurs capacités d'administration autonome. Il s'agira de l'effort le plus ambitieux qui ait été mené jusqu'à présent pour mettre en œuvre les réformes inscrites dans la Constitution de 1999 et d'autres lois spéciales qui reconnaissent les droits des autochtones en République bolivarienne du Venezuela.

### B. Financement proposé

#### Modalités et conditions

2. Il est proposé que le FIDA accorde à la République bolivarienne du Venezuela un prêt d'un montant de 8,8 millions de DTS (équivalant approximativement à 13,0 millions d'USD), à des conditions ordinaires, pour contribuer au financement du programme d'appui aux Warao du delta de l'Orénoque. Le prêt aura une durée de 18 ans, y compris un différé d'amortissement de trois ans, assorti d'un taux d'intérêt égal au taux d'intérêt annuel de référence déterminé chaque année par le Fonds.

#### Système d'allocation fondé sur la performance (SAFP) du FIDA

3. L'allocation fixée pour la République bolivarienne du Venezuela au titre du SAFP est de 13,0 millions d'USD sur les trois ans du cycle 2007-2009. La contribution financière du FIDA au programme entre dans l'allocation restante estimée pour la période actuelle.

#### Corrélation avec les critères du cadre national de dépenses à moyen terme

4. Depuis que le Président Chavez est arrivé au pouvoir en 1999, la République bolivarienne du Venezuela poursuit un programme politique basé sur l'intégration économique durable des ruraux pauvres. Le gouvernement investit des ressources considérables dans des programmes de réduction de la pauvreté rurale. L'importance des fonds publics consacrés aux programmes sociaux (14% du PIB) illustre la priorité donnée au règlement des problèmes sociaux sous-jacents du pays, et fait aussi de la République bolivarienne du Venezuela le premier pays de la région en termes de dépenses sociales. Les projets du FIDA s'adressent aux segments les plus pauvres et les plus en marge de la population rurale du pays, ce qui inclut les communautés autochtones et d'ascendance africaine, les habitants des territoires semi-arides et les ménages sans terre dirigés par une femme.

#### Corrélation avec les approches nationales sectorielles ou d'autres instruments de financement conjoint

5. Le gouvernement est résolument en faveur des normes internationales qui reconnaissent les droits des peuples autochtones. Il a voté, à l'instar d'une majorité écrasante de l'Assemblée générale des Nations Unies, en faveur de la Déclaration sur les droits des peuples autochtones en 2007. Le cadre politique, institutionnel et juridique du pays, tout comme son appui actif aux normes internationales reconnaissant les droits des peuples autochtones, constitue une base large et appréciable pour le programme.

#### Flux de fonds

6. Le produit du prêt du FIDA passera par un compte spécial ouvert auprès de la Banque centrale de la République bolivarienne du Venezuela, compte qui sera géré par le Ministère du pouvoir populaire pour la santé par l'intermédiaire de la Direction

de la santé des indigènes. Un compte de programme sera ouvert dans une banque commerciale agréée par le FIDA pour financer les activités du programme.

#### **Modalités de supervision**

7. Le prêt du FIDA sera directement supervisé par le FIDA.

#### **Dérogations aux conditions générales applicables au financement du développement agricole et aux politiques opérationnelles du FIDA**

8. Aucune dérogation n'est envisagée.

#### **Gouvernance**

9. Les mesures suivantes sont prévues afin de renforcer les aspects du financement du FIDA qui ont trait à la gouvernance: i) la transparence des opérations du programme sera favorisée par un processus participatif systématique de suivi et d'évaluation grâce auquel les conseils communaux autochtones joueront un rôle de plus en plus important, jusqu'au contrôle total du développement local et territorial; ii) dans ce contexte, les décisions relatives à l'affectation des ressources et aux priorités opérationnelles relèveront complètement du domaine public et seront le fait de multiples acteurs; et iii) le programme réalisera pratiquement toutes les opérations dans le cadre d'alliances interinstitutions qui supposent une visibilité totale.

### **C. Groupe cible et participation**

#### **Groupe cible**

10. La zone du programme correspond à la municipalité d'Antonio Díaz (Delta Amacuro) où 80 % de la population est warao, soit la moitié (environ 18 000 personnes) de tous les Warao vivant en République bolivarienne du Venezuela. Elle présente les indicateurs de pauvreté les plus élevés du pays (80% de la population est pauvre ou extrêmement pauvre et 70% souffre d'illettrisme fonctionnel).

#### **Méthode de ciblage**

11. Le programme adoptera une approche fondée sur le ciblage direct, durant les premières années, afin de prendre en compte les établissements humains les plus vulnérables. La stratégie évoluera vers un recours accru à l'autociblage à mesure que les communautés deviendront plus autonomes grâce au renforcement des capacités en matière d'autogestion, de systèmes de connaissances autochtones et de savoir-faire technique.

#### **Participation**

12. Le programme est basé sur une participation à tous les niveaux, du comité de pilotage aux conseils communaux autochtones, en passant par les familles élargies qui mèneront à bien leurs propres initiatives de développement. Le processus participatif de suivi et d'évaluation permettra aux conseils communaux autochtones d'assumer un rôle plus direct et de premier plan dans la définition des priorités et les décisions d'investissement.

### **D. Objectifs de développement**

#### **Objectifs clés**

13. L'objectif principal consiste à renforcer les capacités des conseils communaux autochtones dans la zone du programme afin d'améliorer durablement le bien-être matériel des communautés et de jeter les bases d'un processus autonome de développement territorial. Le programme suivra deux grands axes: i) consolider les conseils communaux warao pour faciliter leur participation véritable et en connaissance de cause à tous les aspects de la fourniture des services publics et de l'exécution des projets, y compris le suivi et l'évaluation; et ii) gérer un fonds d'investissement communautaire sensible à la demande locale pour faciliter la planification et la mise en œuvre de services liés à la santé publique, aux moyens de subsistance, à l'infrastructure sociale et à la gestion des ressources naturelles dans le cadre d'une stratégie de développement territorial négociée.

### **Objectifs relatifs aux politiques et aux institutions**

14. Le programme incitera à promouvoir le regroupement d'activités habituellement compartimentées par le secteur institutionnel. Les organisations communautaires warao ne sauraient être viables si l'on ne consolide pas les avancées enregistrées en termes de santé publique et de moyens d'existence durables; et pour avoir l'effet escompté, les décisions relatives aux investissements doivent être prises avec la participation effective des membres de la communauté, administrées de façon transparente et appliquées en tenant compte de l'aptitude du groupe intéressé à conduire le processus. Dès lors, le rythme de mise en œuvre du programme doit être aligné sur le processus de renforcement des capacités communautaires, en particulier celles des conseils communaux autochtones à gérer, coordonner, surveiller et évaluer les activités.

### **Cohérence avec les politiques et stratégies du FIDA**

15. Le programme comprendra l'exécution du programme d'options stratégiques pour le pays (COSOP), qui fait de l'aide aux peuples autochtones une priorité fondamentale en raison de leur relative exclusion des politiques de réduction de la pauvreté dans le pays au cours des 10 dernières années. Sa conception incorpore les meilleures pratiques accumulées depuis le temps que le FIDA aide au développement des peuples autochtones, ainsi que les directives du Groupe des Nations Unies pour le développement en ce qui concerne les questions relatives aux peuples autochtones, adoptées en février 2008.

## **E. Harmonisation et alignement**

### **Alignement sur les priorités nationales**

16. Le programme contribuera à consolider les réformes juridiques et institutionnelles en faveur des droits des peuples autochtones dans le pays et fera la démonstration des meilleures pratiques liées aux processus participatifs en territoire autochtone. L'expérience de la mise en œuvre stimulera sans aucun doute un dialogue politique plus approfondi pour faciliter, de façon inclusive et coordonnée, le déroulement de ce processus et appuyer les conseils communaux autochtones nouvellement créés dans l'exécution de leur mandat.

### **Harmonisation avec les partenaires du développement**

17. Les possibilités d'alliances avec des partenaires de développement extérieurs sont limitées en raison du déclin des organismes multilatéraux dans le pays. Le projet le plus important de la région, financé par le Fonds pour l'environnement mondial (FEM) et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), est le projet de préservation de la diversité biologique de la réserve de la biosphère du delta de l'Orénoque et le bassin du bas Orénoque. Le programme s'inspirera de ce projet en encourageant le renforcement des capacités de gestion communautaire des ressources naturelles et en élaborant un système d'incitations visant à accroître la viabilité des accords de cogestion.

## **F. Composantes et catégories de dépenses**

### **Principales composantes**

18. Le programme comprend trois composantes: i) autonomie (30% des coûts de base); ii) fonds d'investissement communautaire (45%); et iii) organisation et gestion du programme (25%). La part relativement élevée de la troisième composante dans le budget tient à l'engagement du programme à promouvoir l'intégration sociale, ce qui suppose un investissement initial conséquent dans l'appui logistique afin de créer des bases sous-régionales et de former du personnel pour faciliter les opérations.

### **Catégories de dépenses**

19. Il y a quatre catégories de dépenses: i) véhicules et équipement (6%); ii) services de conseil et formation (42%); iii) dons à des sous-projets (40%); et iv) exploitation et maintenance (12%).

## **G. Gestion et exécution: responsabilités et partenariats**

### **Partenaires d'exécution**

20. Le Ministère du pouvoir populaire pour la santé et, en particulier, la Direction régionale de la santé des indigènes assureront la coordination entre les initiatives de santé publique et le programme. L'Université bolivarienne du Venezuela et d'autres centres d'enseignement et de formation assureront en partenariat l'exécution de la composante autonomie. Le Ministère du pouvoir populaire pour l'économie communale, par l'intermédiaire de ses organismes financiers, prendra part aux accords de cofinancement des sous-projets communautaires. Les autorités de la municipalité d'Antonio Díaz feront parvenir les ressources aux conseils communaux et coordonneront ses initiatives de développement local avec le programme. Enfin, ce dernier appuiera directement le renforcement du nouveau Ministère du pouvoir populaire pour les peuples indigènes, notamment grâce à la structure décentralisée qu'il a décidé de mettre en place.

### **Responsabilités en matière d'exécution**

21. Le Ministère du pouvoir populaire pour la santé, par l'intermédiaire de la Direction de la santé des indigènes, aura la responsabilité de l'organisation et de la gestion du programme. Une unité de gestion du programme sera créée à cet effet au sein de la structure administrative du ministère, entretenant des liens directs avec la Direction régionale de la santé des indigènes de Delta Amacuro.

### **Rôle de l'assistance technique**

22. Le programme suivra une approche intégrée des services techniques et organisationnels qui comprend à la fois des services directs au niveau des familles élargies et des communautés concernées et un ensemble de possibilités de formation et d'éducation conçues pour renforcer la direction et les capacités techniques sur le plan communautaire.

### **Situation des principaux accords d'exécution**

23. Un manuel opérationnel sera élaboré par l'unité de gestion du programme et soumis à la non-objection du FIDA. Il s'agira d'une condition de décaissement.

### **Principaux partenaires financiers et montants engagés**

24. Le coût total du programme est de 18,0 millions d'USD sur sept ans. La contribution du FIDA, à hauteur de 13,0 millions d'USD (72%), ne dépasse pas le plafond d'allocation estimé au titre du SAFR pour la période 2007-2009. La contribution du gouvernement devrait s'élever à 4,6 millions d'USD (25%) et la participation des bénéficiaires est estimée à 0,4 million d'USD (3%).

## **H. Avantages et justification économique et financière**

### **Principales catégories d'avantages découlant du programme**

25. Le programme se concentrera sur les moyens d'existence des familles et de la communauté, en particulier s'agissant de la sécurité alimentaire et des conditions de santé publique de base. Dans les dernières phases du programme, l'attention portera de plus en plus sur un meilleur accès aux marchés et la diversification de l'activité économique, dont le tourisme. À mesure qu'il deviendra possible d'appuyer des activités plus intensives dans l'agriculture et les autres secteurs productifs, à conditions qu'elles soient respectueuses de l'environnement et de la culture, une analyse financière sera réalisée pour déterminer la faisabilité économique de la démarche. Le projet conjoint FEM/PNUD en faveur de la biosphère du delta de l'Orénoque a conduit des études financières indicatives pour ces activités. Les importants retours sur investissement dans la santé ainsi que la formation et l'éducation spécialisées ont également été consignés dans le cadre de ce projet.

### **Viabilité économique et financière**

26. La viabilité de cette approche visant à améliorer les conditions de santé, l'accès à l'eau potable, l'éducation et l'infrastructure tient principalement à l'adaptation des méthodes et capacités institutionnelles du secteur public à une approche

communautaire. Le programme facilitera un processus d'apprentissage ouvrant sur une meilleure fourniture de services écologiquement et culturellement acceptables.

## **I. Gestion des savoirs, innovation et élargissement**

### **Modalités de gestion des savoirs**

27. Le programme aura recours à un système participatif de suivi et d'évaluation qui implique tous les acteurs et permet un partage automatique des informations relatives aux processus, aux résultats et à l'impact. Le processus d'évaluation participative, qui encourage la communication et la négociation entre les parties prenantes, devrait aboutir à la constitution d'alliances horizontales opérationnelles autour des préoccupations communes concernant: i) les soins de santé, l'eau potable et la sécurité alimentaire pour les autochtones, sous une forme intégrée; ii) les alternatives de subsistance viables; iii) la gestion des ressources naturelles; iv) l'infrastructure sociale; et v) l'alphabétisation et la capacité de direction des communautés. Le programme favorisera également l'apprentissage et les échanges culturels avec d'autres organisations autochtones du pays et d'Amérique latine. La population warao urbaine pourra aussi participer à ces activités. Par l'intermédiaire d'une radio communautaire, le programme s'efforcera de renouer les liens avec cette population, notamment par la création d'une base opérationnelle de sensibilisation des institutions extérieures à la zone du programme.

### **Innovations en matière de développement**

28. Les innovations du programme sont notamment les suivantes: i) une approche intégrée des soins de santé qui inclut la médecine traditionnelle; ii) des initiatives intercommunautaires et territoriales à travers des alliances stratégiques avec des institutions du secteur public; iii) une radio communautaire diffusant des émissions en langue warao qui sera mise en œuvre par une organisation de second niveau de femmes autochtones et grâce à la formation de membres des communautés dans le domaine des communications; iv) une formation à la direction communautaire par l'intermédiaire de groupes d'apprentissage et d'un partenariat avec des villages universitaires; et v) des liens renforcés entre les locuteurs warao qui vivent à Tucupita ou Caracas et leurs communautés d'origine.

### **Approche d'élargissement**

29. Cette approche pourrait être appliquée à d'autres régions du pays, en particulier celle de l'Amazone, où règnent des conditions similaires et dans laquelle on envisage, avec l'aide du FIDA, une approche territoriale fondée sur des alliances.

## **J. Principaux risques**

### **Principaux risques et mesures d'atténuation**

30. Le programme est confronté à trois grands risques: i) l'engagement en faveur de l'intégration sociale entraînera des problèmes logistiques et des coûts élevés; ii) le manque de confiance entre les communautés warao et le personnel non warao pourrait nuire à l'exécution; et iii) les communautés warao, très dispersées, éprouveront des difficultés à élaborer des projets collectifs et à formuler leurs attentes. L'obstacle logistique à surmonter pour fournir efficacement des services à une population éclatée le sera par la création de trois bases opérationnelles dans la région. Celles-ci, amorties pendant la durée du programme, seront nettement plus rentables que les autres options. La question de la confiance entre les membres du programme et les communautés warao sera traitée en investissant dans la formation de personnel parlant la langue warao et en installant progressivement des membres des communautés à des postes de formation et de direction. L'absence d'une fédération de communautés warao est un problème qui peut être réglé très efficacement depuis la base, à la faveur d'un processus graduel de renforcement des capacités des communautés et des conseils communaux autochtones. À mesure que les conseils communaux commenceront à prendre des initiatives intercommunautaires, il sera davantage possible d'appuyer des organisations de second niveau.

**Classification environnementale**

31. À l'issue des procédures d'évaluation environnementale du FIDA, le programme a été classé en catégorie B, car il ne devrait pas avoir d'impact négatif notable sur l'environnement. Sa conception anticipe les risques écologiques dans la zone concernée grâce à des pratiques améliorées d'assainissement et de gestion des déchets, à un appui aux moyens de subsistance durables, et à une administration des terres et des ressources naturelles, ainsi qu'à la collecte et au suivi de données de référence dans les établissements humains ciblés.

**K. Durabilité**

32. La durabilité du programme sera évaluée à l'aune du niveau de capacités atteint en termes d'autonomisation et de coordination par rapport aux priorités définies par les communautés. L'atout communal le plus important qui restera lorsque le programme aura pris fin sera la capacité des conseils communaux à se développer, à trouver des solutions à leurs problèmes et à réaliser leurs aspirations d'une manière qui renforce leur identité culturelle.

**II. Instruments juridiques et autorité**

33. Un accord de prêt entre la République bolivarienne du Venezuela et le FIDA constitue l'instrument juridique aux termes duquel le prêt proposé sera consenti à l'emprunteur. Les garanties importantes incluses dans l'accord négocié ne seront pas distribuées pendant la session. Il sera demandé au Conseil d'approuver le programme proposé pour la République bolivarienne du Venezuela sous réserve que les négociations de l'accord de prêt soient achevées dans les six mois à compter de la date d'approbation par le Conseil. Toute modification de fond des conditions présentées au Conseil qui pourrait résulter des négociations sera soumise au Conseil à une session ultérieure.
34. La République bolivarienne du Venezuela est habilitée en vertu de ses lois à contracter un emprunt auprès du FIDA.
35. Je certifie que le prêt proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA.

**III. Recommandation**

36. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le prêt proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds fera à la République bolivarienne du Venezuela un prêt libellé en diverses monnaies d'un montant équivalant à huit millions huit cent mille droits de tirage spéciaux (8 800 000 DTS) venant à échéance le 15 décembre 2026 ou avant cette date. Ce prêt sera assorti d'un taux d'intérêt égal au taux d'intérêt annuel de référence déterminé chaque année par le Fonds et régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport au Conseil d'administration.

Le Président  
Lennart Båge

## Key reference documents

### Country reference documents

- Ley Orgánica de Pueblos y Comunidades Indígenas, 2005
- Ley de los Consejos Comunales, 2006
- Indigenous Territorial Rights and Demarcation in Venezuela, 2007
- Condiciones de vida de los Warao del Delta Amacuro: Oportunidades presentes y capacidades producidas en las comunidades del Delta del Orinoco, Centro de Investigación Social CISOR (Fundación La Salle), Mayo 2008
- La Pobreza Indígena Warao, Diosey R. Lugo, CRIES, 2002
- Plan de Acción diferenciado para el Área Indígena Warao Municipio Antonio Díaz, Estado Delta Amacuro, Agosto 2006
- Dirección General de Salud – Delta Amacuro (MPS): Estado nutricional de los niños menores de 2 años según peso-talla desagregado por localidades, Delta-Amacuro, 2007
- Ministerio de Poder Popular para el Ambiente: "Conservación y Uso Sustentable de la Diversidad Biológica en la Reserva de Biosfera y los Humedales del Delta del Orinoco, Agosto 2008
- Ministerio de Poder Popular para el Ambiente: Plan revolucionario del Delta, 2004-2008
- Dirección de Salud Indígena: Plan revolucionando el Delta, Seis proyectos orientados a garantizar la atención integral en salud de nuestros hermanos indígenas Warao del Estado Delta Amacuro, 2007
- Instituto Nacional de Estadística: XIII Censo General de Población y Vivienda. Año 2001

### IFAD reference documents

- Project design document (PDD) and key files
- Operational Manual
- Bolivarian Republic of Venezuela COSOP (2006)
- Learning Notes (2007)
- IFAD's Engagement with Indigenous Peoples (2008)
- Administrative Procedures on Environmental Assessment (1994)
- IFAD's Targeting Policy (2006)
- Prerequisites of Gender Sensitive Design

### Other miscellaneous reference documents

- Dieter Heinen and Paul Henley, "History, Kinship and the Ideology of Hierarchy Among the Warao of the Central Orinoco Delta", en: Antropológica N. 89, Fundación La Salle Caracas, 25-78, 1999:33
- Heinen H. Dieter (ed.), Oko Warao: We are Marshland People, Lit Verlag, Münster, 1988:603WP 11: Bernarda Escalante G., Librado Moraleda, Narraciones Warao, Fundación La Salle, 1992:189
- Luisa Margolies, Notes from the Field: Missionaries, the Warao, and Populist Tendencies in Venezuela en: Journal of Latin American Anthropology, Vol. 11, No. 1, pp. 154-172
- Wilbert Johannes, Mindful of Famine: Religious Climatology of the Warao Indians, Harvard University Press, Cambridge MA, 1996:23

# Logical framework

Objective	Verifiable Indicators ( <i>RIMS indicators in italics</i> )	Means of Verification	Assumptions about Risks
<b>GOAL: Build the capacity of indigenous communal councils to enable sustainable improvements in the well-being of Warao communities and establish the foundation for an autonomous process of territorial development with identity</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>● Warao communities are able to establish a process of territorial development with cultural identity on the basis of recently implemented reforms designed to protect and expand indigenous peoples' rights and assure their capabilities related to self-governance</li> <li>● Warao communal councils strengthen their capacity to enable their effective participation in all aspects of public service delivery and project implementation, including monitoring and evaluation; improve access to integrated – allotropic and traditional – medicine and sanitary conditions; and reduce infant mortality rates, malnutrition and diseases common to the area</li> <li>● <i>Communities increase their capacity for management of their natural and cultural assets within the framework of a negotiated territorial development strategy</i></li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>● Base line surveys</li> <li>● Participatory monitoring and evaluation with all actors in the programme; external evaluations</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>● Venezuela's national policy, institutional and legal framework, and its active support for international norms recognizing the rights of indigenous peoples is maintained as the enabling foundation for the programme</li> </ul>
<b>PURPOSE: Improve the livelihoods and strengthen Warao cultural traditions of approximately 15,000 people in 260 communities in programme area</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>● <i>60% reduction in children malnourishment</i></li> <li>● 98% of children under 5 are fully immunized</li> <li>● 60% reduction in waterborne disease</li> <li>● At least 50% of direct beneficiaries of sub-projects are women and youth</li> <li>● Warao communal councils and other community organizations and institutions facilitate planning and delivery of public services, and monitor and evaluate the effectiveness of their interventions</li> <li>● Warao populations exercise greater control of all initiatives in their communities aimed at improving the quality of life and territorial development with cultural identity</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>● Participatory monitoring and evaluation</li> <li>● External evaluations</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>● Public sector institutions work actively with the programme and Warao communal councils to adapt their capacities and methods to indigenous communities</li> <li>● Community training ensures sustainability of services</li> </ul>
<b>SELF-GOVERNANCE: 1) Indigenous communal councils and other community organizations develop capacity to consolidate advances on public health and sustainable livelihoods; with investments being decided upon the effective participation of community members, administered with transparency, and implemented in accord with the capacity of communities to manage the process</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>● <i>Communities develop capacity to identify, prepare and implement livelihoods plans and community-based projects</i></li> <li>● Government services adapt their capacity and methods to the Warao context and traditions</li> <li>● <i>School for training is established and operates via a network of communities of practice</i></li> <li>● <i>2,800 community members have received training in leadership, healthcare, livelihoods, cultural revitalization and natural resource management of whom at least 50% are women</i></li> <li>● 80% of government staff working in Warao communities are sensitized to cultural norms and traditions</li> <li>● <i>Traditional authorities become a vital part of communal councils; and participate and facilitate training through the School</i></li> <li>● <i>Women and youth hold leadership positions in 50% of the communal councils</i></li> <li>● <i>A community-based communications network, including a community radio station that broadcasts Warao language content operates in the programme area</i></li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>● Participatory monitoring and evaluation of the quality and effectiveness of services</li> <li>● Project M&amp;E reports</li> <li>● External evaluations</li> <li>● Focus groups</li> <li>● Participatory monitoring and evaluation</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>● Sufficient investment is made in logistics to provide services efficiently to a dispersed population and enable the broadest possible level of social inclusion</li> <li>● Trust between the programme and Warao communities is secured by investing in training for Warao-speaking staff, and by gradually incorporating community members (men and women) into leadership and training</li> </ul>
<b>COMM. INVESTMENT FUND: 2) Participating communities improve health and sanitation conditions through interventions culturally adapted to the Warao communities</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>● 260 mostly indigenous community organizations are capable to find solutions to problems and meet their aspirations in a manner that strengthens their cultural identity</li> <li>● 75% improvements related to underweight, chronic and acutely malnourished children</li> <li>● 60% reduction in water-borne disease</li> <li>● 98% reduction in vaccine-preventable disease</li> <li>● 80% reduction in the rate of abandonment of tuberculosis treatment</li> <li>● 80% of households secure access to potable water sources</li> <li>● 70% of households improve access to adequate sanitation</li> <li>● 100% of the conventional network of epidemiological control is operating</li> <li>● 80% of the community network of epidemiological control is activated</li> <li>● All communities in the programme area create opportunity for intercultural dialogue on traditional and western medicine</li> <li>● 80% of community health workers and volunteers are trained in integrated health, including strategies to reduce domestic violence</li> <li>● 100 groups of women are trained in maternal-child health in accord with traditional and western practices</li> <li>● 7 exchanges are undertaken with other communities in Venezuela and outside on integrated health initiatives</li> <li>● 200 communal groups have adopted traditional or improved practices related to subsistence activities</li> <li>● 40 communities participate in the formulation and implementation of subprojects in intensive agriculture (trinchas)</li> <li>● 1,000 families have obtained improved access to markets</li> <li>● 50 subprojects are implemented to promote traditional Warao culture</li> <li>● 30 indigenous communal councils have established inter-community agreements and collaborated in the formulation and implementation of territorial development initiatives</li> <li>● 5 inter-community subprojects related to eco-tourism are implemented</li> <li>● A territorial system of ethnocartography is implemented by participating communities focusing on sustainable use of natural and cultural assets</li> <li>● Feasibility study of incentives for environmental services is conducted</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>● Community health committees, Ministry of Health reports and statistics</li> <li>● Project monitoring and evaluation reports</li> <li>● Household surveys</li> <li>● Focus group discussions</li> <li>● External evaluations</li> <li>● Availability of georeferenced data related to priorities identified by communities</li> <li>● Ethno-cartographic maps finalized for selected communities and territories</li> <li>● Management plans and environmental guidelines published in appropriate form and financed</li> <li>● Agreement(s) with Ministry of Environment and Natural Resources</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>● Programme incentives are properly structured to promote inter-institutional alliances and the integration of activities usually separated by institutional sector</li> <li>● Barriers in integrating allopathic and traditional medicines are overcome</li> <li>● The challenge imposed by very dispersed Warao communities and lack of a federation of Warao communities is confronted 'from below' through a gradual process of indigenous communal council and community capacity building to articulate demands and develop collective projects</li> <li>● Communal councils become increasingly concerned to establish broader alliances on a territorial level as opposed to maintaining an exclusive focus on the immediate needs of particular settlements</li> </ul>

Objective	Verifiable Indicators ( <i>RIMS indicators in italics</i> )	Means of Verification	Assumptions about Risks
<p><b>3) Participating communities improve livelihood opportunities and increase incomes</b></p> <p><b>4) Participating indigenous communal councils' plans transcend the community to form larger territorial development plans with identity</b></p>			